

# Quatre pistes pour sortir enfin de la crise

Parmi les nombreux messages que nous ont donnés les crises et accidents de l'économie mondiale en 2011, en voici quatre qui nous paraissent particulièrement importants.

Le premier est le besoin de solidarité : 2011 nous a d'abord montré que des pays solvables de la zone euro pouvaient être confrontés à une crise de liquidité, c'est-à-dire à l'incapacité temporaire de se financer sur les marchés financiers ; que d'autres pays de la zone euro étaient probablement durablement insolubles. L'Espagne et l'Italie sont des pays solvables à long terme : ils vont réduire rapidement leurs déficits publics ; dans ces deux pays, l'industrie a un excédent extérieur au second semestre 2011. Cela n'empêche pas la crise de liquidité, qui fait fortement monter les taux d'intérêt auxquels ces pays sont confrontés et les menace d'un défaut ; la seule solution est un prêt rapide et durable des autres pays de la zone euro et/ou de la BCE pour éviter ce risque, fondamentalement injustifié, de cessation de paiements. D'autres pays, par contre, sont probablement durablement insolubles : la Grèce et le Portugal ont depuis longtemps un énorme déficit extérieur, sont très désindustrialisés et désavantagés par leur position périphérique. Pour éviter qu'ils ne tombent dans une situation de pauvreté durable et d'émigration massive, il faudra non pas des prêts mais des aides pérennes des autres pays européens pour y soutenir la création de nouvelles entreprises et la modernisation des infrastructures.

Le deuxième message est celui de la nécessaire constitution d'une Europe à deux cercles, les pays de la zone euro et les autres pays. Le premier pas vers cette nouvelle organisation, qui tranche fortement avec les institutions existantes, est le refus du Royaume-Uni de s'associer aux mécanismes de discipline budgétaire mis en place au sommet des chefs d'Etat des 8 et 9 décembre 2011. A la réflexion, on comprend bien que les pays de la zone euro ont besoin de règles qui ne doivent pas s'appliquer aux autres pays. En matière budgétaire, si un pays de la zone euro a un déficit excessif, il déclenche ainsi un mouvement de contagion qui affecte les autres (on l'a vu avec la contagion de la Grèce sur l'Italie et l'Espagne) ; de plus, il ne pourra pas, à long terme, être financé en commun par des eurobonds : les règles fiscales sont donc parfaitement légitimes. Symétriquement, un pays de l'UE qui a sa propre monnaie subit seul les conséquences de ses éventuels déficits excessifs : hausse des taux d'intérêt et recul de la

**LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES**  
PAR PATRICK ARTUS, JEAN-PAUL BETBÈZE ET JEAN-HERVÉ LORENZI

**Pour éviter que la Grèce et le Portugal ne tombent dans une situation de pauvreté durable et d'émigration massive, il faudra des aides pérennes.**

demande privée notamment. Il est donc sans utilité de l'astreindre aux mêmes règles budgétaires qu'un pays membre de la zone.

Troisième message : la place spécifique du dollar dans l'organisation du système monétaire international. De nombreux projets de réforme ont été mis en avant, tous avec comme idée commune la réduction du rôle du dollar. C'est ainsi le retour aux droits de tirage spéciaux (DTS) comme monnaie internationale ou le passage à un panier de monnaies, sans parler d'un retour à l'or. Mais on a vu depuis le début de la crise, et particulièrement lors des périodes aigües de la crise des dettes dans la zone euro, que, dès que leur aversion pour le risque augmente, les investisseurs se reportent vers le dollar, en particulier sur les obligations du Trésor américain. Cela explique à la fois les taux d'intérêt très bas sur ces obligations (2 % pour un taux à 10 ans) malgré l'énorme déficit public et l'énorme déficit extérieur des Etats-Unis, et l'appréciation du dollar par rapport à l'euro et aux devises des pays émergents. Qu'on le veuille ou non, le dollar reste la monnaie de réserve internationale dominante.

Enfin, quatrième message, 2011 nous a montré l'importance des effets d'aléa de moralité dans la définition des politiques économiques et dans la réflexion des gouvernements et des banques centrales. Il s'agit, pour les décideurs de politique économique, d'éviter d'inciter les autres agents économiques à prendre des risques excessifs, à mener de mauvaises politiques, parce qu'ils se sentent assurés. C'est pour cette raison que l'Allemagne a insisté pour que les investisseurs privés soient associés aux pertes faites sur les dettes publiques (demande abandonnée en décembre 2011) : il s'agissait d'éviter qu'ils soient incités à acheter des actifs risqués sans en subir les conséquences. Même raison pour le refus opposer à la BCE d'acheter durablement et pour de grandes quantités des dettes publiques : il s'agit d'éviter que les Etats ne soient pas incités à réduire leurs déficits publics.

2011 nous apprend pour 2012 que, pour en sortir, il faudra bien que les pays de la zone euro s'engagent dans des politiques durables d'assainissement budgétaire. Un dollar fort, faute de mieux, une zone euro à renforcer, et qui va le faire : 2012 s'approche.

**Patrick Artus est directeur de la recherche et des études de Natixis, Jean-Paul Betbèze est chef économiste du Crédit Agricole SA, Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes.**

## LE LIVRE DU JOUR

### Poutine : un superhéros berlusconien



**Le propos.** Difficile d'aborder le personnage Vladimir Poutine, qui pourrait rester au pouvoir si aucun accident ne vient interrompre son dessein jusqu'en 2024, à l'âge de soixante-douze ans. Le Premier ministre actuel, qui retournera vraisemblablement au Kremlin à la présidence en mai 2012, maîtrise en effet les mises en scène et presque tous les rôles. Il est archéologue, chasseur de tigres, plongeur, motard, pilote de formule 1, crooner... En d'autres termes, il est un « superhéros berlusconien », écrit Thomas Gomart. Il est vrai que avec son ami Silvio Berlusconi, il partage nombre de traits communs dont celui de la communication comme si, grâce aux médias, il n'avait

finallement aucun compte à rendre à personne. Mario Monti en Italie « incarne de ce point de vue le retour du réel ».

**L'analyse.** Selon le directeur du développement stratégique de l'Institut française des relations internationales (Ifri) dans la « Revue des deux mondes », il existe une différence fondamentale avec Berlusconi : Poutine est persuadé que « le monde à venir sera brutal ». Et le leader russe dérange en Europe car il a tout fait pour préparer son pays à un retour de la violence politique. Thomas Gomart insiste sur cette caractéristique en titrant son article : « Vladimir Poutine : mâle dominant de toutes les Russies ? » Pourtant l'homme fort de la Russie a une vulnérabilité. Les élections législatives du 4 décembre dernier ont traduit une montée de la contestation et un rejet de sa personne...

**L'extrait.** « Petite frappe retrouvant le bon chemin grâce au judo et au droit avant de rejoindre les services spéciaux, Vladimir Poutine croit à la force physique comme garantie ultime car, en Russie comme ailleurs, "on bat les faibles". S'il croit au droit, c'est à celui du plus fort. »

J. H.-R.

« Portraits de dirigeants », « Revue des deux mondes », janvier 2012, 15 euros.

## LIVRES

# Industrie : ce que doit faire la France

Riche d'une longue expérience de chef d'entreprise, Jean-Louis Beffa déplore l'inconstance d'une politique industrielle convertie aux aléas du court terme.

Sur la façon de redresser la France, chacun a son point de vue. Le bilan de quarante ans de gestion à l'intérieur de Saint-Gobain, hissé sous sa présidence au premier rang mondial des métiers de l'habitat, incite à écouter celui de Jean-Louis Beffa. Lui qui n'a jamais dévié de sa stratégie déplore l'inconstance d'une France qui avance en zigzags. Tous les grands pays, mais pas elle, se tiennent au modèle économique qu'ils ont choisi. Dans un tour d'horizon pédagogique, érudit et nourri de sa propre expérience, l'auteur en relève 4 et les décrit avec minutie. Si Etats-Unis et Royaume-Uni se rangent sous la bannière du « libéral-financier », les machines à exporter allemande, chinoise ou nipponne relèvent du modèle « commercial-industriel ». L'industrie, nerf de la guerre, y est soutenue par l'attention apportée à sa compétitivité et surtout par une vision à long terme. L'Inde et le Brésil, sont, eux, sur la voie « aut centrée » quand Emirats arabes unis, Arabie saoudite et Russie se classent parmi les Etats rentiers. La France, elle, n'a cessé d'osciller. Depuis son système de reconstruction aut centrée de l'après-guerre à la libéralisation financière en passant par l'industrialisation pompodolienne, elle a changé trois fois de cap.

### Que pèse Alcatel face à Siemens ?

Il est intéressant de voir avec quelle vigueur l'actuel conseiller de la banque Lazard condamne le rôle excessif qu'a accordé la France aux actionnaires, en



**LA FRANCE DOIT CHOISIR**  
par Jean-Louis Beffa  
Seuil, 286 pages, 18 euros.

troquant dans les années 1980 son modèle commercial-industriel pour se soumettre aux oukases anglo-saxons. Son déficit, déjà (!), lui imposait de se parer de leurs propres plumes pour attirer leurs capitaux... Beffa accuse cette soumission au court terme d'être responsable de la désindustrialisation française. Les fonds spéculatifs n'aiment pas les groupes diversifiés, la CGE est éparpillée, et que pèse

aujourd'hui Alcatel face à Siemens ? Thomson cède la CGR et la France se retrouve sans matériel médical... Autant dire que notre pays s'est fourvoyé dans un système qui n'était pas le sien. Finis les coups de barre, qui, en plus, dressent les groupes sociaux les uns contre les autres, il est temps de choisir.

Beffa, le germaniste, membre du conseil de surveillance de Siemens, penche sans surprise vers le modèle allemand, exportateur et socialement soudé. Ce choix aurait, estime-t-il, le double avantage d'inciter la France à la rigueur et de constituer le socle d'une industrie européenne qui doit se renforcer face à ses nouveaux concurrents.

Pour cela, l'Etat doit prendre ses responsabilités : « Les complémentarités entre les stratégies publiques et privées sont essentielles. » Aux Français de modifier leur rapport au travail et à l'Etat de fixer le cadre de l'innovation, des relations sociales et du pouvoir de l'actionnaire, les trois facteurs clefs d'un modèle économique. Beffa multiplie les propositions concrètes pour y parvenir, par exemple baisser de 30 à 20 % le seuil des droits de vote à partir duquel il est obligatoire de lancer une OPA ou la présence au conseil d'administration des grandes entreprises d'au moins 3 salariés. Mais elles abondent aussi sur le soutien à l'innovation ou sur la façon dont la France pourrait transformer son art de vivre en avantage compétitif. Il faut donc lire Beffa avant de choisir !

SABINE DELANGLADE

# La violence n'est plus ce qu'elle était

Cela peut paraître contre-intuitif mais c'est scientifiquement étayé. Notre monde se pacifie. Dernières livraisons anglo-saxonnes sur cette bonne nouvelle.

Quelles sont les tendances du crime et de la violence ? Et comment les expliquer ? Trois ouvrages en anglais pour des perspectives générales et d'actualité.

### Une humanité de moins en moins violente

Célèbre professeur de psychologie à Harvard, Steven Pinker publie une somme passionnante sur la cruauté. Mêlant commentaires sur la structuration du cerveau humain et références à John Lennon ou à Mel Brooks, Pinker retrace un processus millénaire de pacification des mœurs et des comportements. L'humanité a vu l'effondrement des homicides et la montée de la révolus à l'égard de l'esclavage, de la torture et de la moindre brutalité sur les enfants. Certaines périodes peuvent être caractérisées par des épisodes de décivilisation. Mais l'humanité n'a jamais été aussi plaisante et bienveillante qu'aujourd'hui. Il suffit de feuilleter les courbes de Pinker ou de parcourir Homère ou l'Ancien Testament pour se convaincre. L'auteur s'intéresse davantage à la logique interne et aux bases neurobiologiques de l'agression qu'à la construction sociale de la délinquance. Observant la montée du sens moral, il fait confiance au commerce (il ne dit pas le marché), à la féminisation des sociétés, à la science et à la raison pour faire de nous des gens meilleurs. Résolument moderne, il livre une analyse optimiste face à la résurgence toujours possible de l'obscurantisme violent.

### Londres a brûlé

David Lammy est un parlementaire travailliste noir, élu dans le quartier de Tottenham, au nord de Londres, où il a lui-même grandi et où les émeutes d'août 2011 ont débuté. Il analyse la vague violente teintée, selon ses termes, d'hédonisme et de nihilisme, qui a secoué le Royaume-Uni mais aussi l'opinion publique internationale. Pour Lammy, les émeutes incarnent les impasses de la société de consommation et les émeutiers, qui ne sauraient être érigés totalement en criminels ou en victimes, sont aussi des individus égoïstes et calculateurs. Il relate les efforts de solidarité dont on su faire preuve les habitants à l'égard des victimes ou pour nettoyer leurs rues. En



**THE BETTER ANGELS OF OUR NATURE.**  
THE DECLINE OF VIOLENCE IN HISTORY AND ITS CAUSES  
par Steven Pinker, Penguin, 2011, 802 pages, 38 euros.

**OUT OF THE ASHES.**  
BRITAIN AFTER THE RIOTS  
par David Lammy, Guardian Books, 2011, 266 pages, 13 euros.

**THE CITY THAT BECAME SAFE.**  
NEW YORK'S LESSONS FOR URBAN CRIME AND ITS CONTROL  
par Franklin E. Zimring, Oxford University Press, 2011, 272 pages, 24 euros.

accord partiel avec le constat conservateur de la « société brisée », il insiste sur l'importance des parents, de la discipline et du sens de la communauté pour se protéger de la pauvreté, de l'abrutissement télévisuel et de la culture des gangs et du rap. Mais il estime aussi que dans ces territoires, où les familles pauvres sont entassées dans des logements surpeuplés, c'est l'abandon par l'Etat et par les entreprises qui est problématique. Son idée phare pour l'avenir tient en une double redistribution, des profits des entreprises mais aussi du pouvoir (notamment au sein des entreprises). Sans pathos ni excuse pour les casseurs et les voleurs, avec empathie pour tous les autres habitants, il plaide pour une société plus décente.

### New York est devenue sûre

La récente décline de la délinquance dans les grandes villes américaines n'a jamais été totalement expliquée. Les promoteurs des nouvelles stratégies policières (tolérance zéro) célèbrent

leurs innovations. Des critiques insistent sur les évolutions démographiques (diminution et vieillissement des populations urbaines) et carcérales. La baisse de la criminalité à New York depuis les années 1990 a été la plus impressionnante. Globalement, on estime qu'elle a baissé de 80 %. En 2009, le niveau des homicides est à 18 % de ce qu'il était en 1990, pour les vols il est de 23 % et pour les vols de voitures de 6 %. Professeur à Berkeley, Franklin Zimring considère, en étudiant toutes les thèses et données, qu'il faut accorder un large crédit aux mutations de la police (le célèbre NYPD) et à ses nouvelles tactiques d'intervention, centrées sur l'élimination des points chauds et des marchés à ciel ouvert de la drogue. Zimring produit un panorama rigoureux et documenté, rappelant aussi que d'autres arguments méritent d'être étudiés. Par exemple, celui du déplacement des populations criminelles.

JULIEN DAMON EST PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER URBANISME)



**KENNETH ROGOFF, UNIVERSITÉ DE HARVARD**

« Au sujet de la croissance, demandez-vous si vous vous souciez vraiment que cela prenne 100, 200 ou même 1.000 ans pour que le bien-être soit multiplié par huit. »  
À LIRE SUR [lecercle.lesechos.fr](http://lecercle.lesechos.fr)